

Sujet : l'OLP

En novembre 1974, Yasser Arafat s'adresse à l'assemblée générale de l'ONU et dit : « Je suis venu porteur d'un rameau d'olivier et d'un fusil de combattant de la liberté. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main. Je le répète : ne le laissez pas tomber de ma main ». Cette phrase résume l'histoire de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) : entre résistance armée et diplomatie, entre lutte armée et volonté d'un Etat.

L'OLP est créée en 1964 par la Ligue arabe, sous l'impulsion du président égyptien Nasser, dans un contexte où la question palestinienne est dominée par les régimes arabes. Mais sous la direction de Yasser Arafat dès 1969, c'est la volonté d'un nationalisme palestinien autonome qui s'impose dans le but de se doter d'une existence politique.

Entre 1964 et 2011, l'OLP connaît cependant une instabilité : entre une légitimation à l'international et des pertes internes de son influence, elle connaît des avancées diplomatiques, mais des échecs territoriaux.

Problématique : Comment l'OLP, née sous la volonté du panarabisme, a-t-elle su s'imposer comme acteur politique central à la cause palestinienne, tout en étant fragilisée par l'échec de la paix ?

I). La naissance et l'affirmation de l'OLP (1964-1973)

A). Une organisation panarabe au service de la cause palestinienne

L'OLP est créée à Jérusalem le 28 mai 1964 lors du premier Conseil National Palestinien (CNP). Cette fondation se fait dans une volonté de créer un panarabisme, par Nasser, président de l'Egypte. Le souhait de Nasser est d'abord de coordonner les Etats arabes contre Israël. Il souhaite aussi encadrer la cause palestinienne pour éviter une potentielle instabilité régionale. L'OLP doit donc d'abord être un instrument du panarabisme.

Le premier président est Ahmed Choukeiri, un diplomate palestinien proche de l'Egypte. Il élabore une Charte Nationale palestinienne qui autorise les palestiniens à « libérer la Palestine » et rejette toute autre solution que la lutte armée. L'organisation reste très symbolique : le CNP et l'Armée de libération de la Palestine n'ont pas vraiment de base populaire solide et les réfugiés palestiniens sont surtout contrôlés par l'Egypte et la Jordanie et ne participent donc pas car ils n'ont pas vraiment de lien avec l'OLP. La Guerre des 6 jours (5 au 10 juin 1967) se termine sur une lourde défaite es Etats arabes : Israël occupe Jérusalem-Est, la Cisjordanie, Gaza, le plateau du Golan et le Sinaï égyptien.

Cela démontre l'échec du panarabisme et les Palestiniens doivent désormais se tourner vers un nationalisme palestinien autonome.

B). L'ascension du Fatah de Yasser Arafat : vers l'autonomie du mouvement palestinien

En parallèle, des groupes de résistance palestiniens se forment dans les années 1950. Notamment le Fatah en 1959, créé par Yasser Arafat et Nhalil al-Wazir. L'objectif est clair : libérer la Palestine par la lutte armée, indépendamment des Etats arabes.

Dès 1965, le Fatah commence des opérations de guérilla contre Israël. Le Fatah gagne une légitimité importante : c'est le seul acteur qui a une stratégie d'action concrète. Les fédéayins palestiniens (des combattants du Fatah) deviennent les héros du nationalisme palestinien. En 1969, c'est Yasser Arafat qui est élu président du Comité exécutif de l'OLP.

L'organisation passe donc sous le contrôle du Fatah. Une Armée de libération de la Palestine est mise en place, ainsi qu'une restructuration dans les écoles, hôpitaux et la presse.

C). La crise jordanienne : Septembre noir

L'OLP est installée en Jordanie et devient une sorte d'Etat dans l'Etat. Le roi Hussein de Jordanie craint une déstabilisation de son royaume à cause de l'autonomie croissante de l'OLP.

En septembre 1970, la tension éclate et mène à des affrontements entre l'armée jordanienne et les fédéayins palestiniens. Ce conflit, appelé « Septembre noir », fait entre 3 500 morts (sources jordanienues) et 10 000 morts et plus de 110 000 blessés (sources palestiniennes). Cela marque un réel tournant, une réelle fracture : c'est une rupture entre les régimes arabes et le mouvement palestinien. L'OLP est désormais bien loin de l'outil initial du panarabisme.

L'OLP est maintenant le symbole d'une cause autonome du nationalisme palestinien. L'OLP se replie finalement au Liban. A partir de 1974, l'organisation va chercher à devenir un réel acteur politique à l'international, en dépassant la seule lutte armée.

II). L'OLP, entre radicalisation et diplomatie (1974-1993)

A). L'année 1974 : la reconnaissance internationale de l'OLP

1974 marque un tournant dans la diplomatie palestinienne. En effet, au sommet de Rabat, la Ligue arabe proclame l'OLP « le seul et légitime représentant du peuple palestinien ». En novembre 1974, Yasser Arafat prononce un discours à l'ONU et appelle à une coexistence.

L'OLP obtient également le statut d'observateur à l'ONU. C'est un succès symbolique qui lui permet de participer à certaines discussions, sans toutefois pouvoir voter. Mais la lutte armée ne prend pas fin pour autant.

Dans les années 1970, des actions sont menées, notamment par le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), affilié à l'OLP et dirigé par George Habash. On compte des détournements d'avions, des attentats et attaques contre des cibles israéliennes. Le groupe terroriste Septembre Noir participe aussi, notamment avec la prise d'otages d'athlètes israéliens aux JO de Munich en 1972.

Le paradoxe est bien visible : l'OLP devient un acteur reconnu, mais il reste associé à la violence et au terrorisme.

B). L'OLP au milieu de la Guerre Civile Libanaise

Après son expulsion de Jordanie, l'OLP s'installe au Liban, formant à nouveau un Etat dans l'Etat. Cette situation renforce son autonomie, mais la place au beau milieu de la guerre civile libanaise entre 1975 et 1990. Les fédayins palestiniens prennent part au conflit et sont soutenus par des milices musulmanes, alors que les chrétiens les accusent de déstabiliser le pays.

En 1982, Israël envahit le Liban pour « éradiquer le terrorisme palestinien », après l'attentat de Londres contre un diplomate israélien. L'armée israélienne assiège Beyrouth et après des semaines de combats, Yasser Arafat accepte d'évacuer l'OLP vers Tunis, en Tunisie.

Le 18 septembre 1982, les massacres de Sabra et Chatila, perpétrés par les milices chrétiennes à l'encontre de réfugiés palestiniens, traumatisent l'opinion mondiale. Cette expulsion fait perdre à l'OLP sa base territoriale, mais elle gagne en légitimité, comme victime du conflit.

C). L'OLP : de la lutte armée, à la diplomatie

Entre 1987 et 1993 a lieu la Première Intifada, un soulèvement populaire palestinien dans les territoires occupés par Israël. Cette révolte palestinienne se joue au cœur même de Gaza et de la Cisjordanie. En novembre 1988, lors du Conseil national palestinien réuni à Alger, l'OLP proclame l'Etat de Palestine et reconnaît implicitement Israël en acceptant les résolutions 242 et 338 de l'ONU.

Cela ouvre la voie au processus de Madrid de 1991, puis aux Accords d'Oslo en 1993. L'OLP va donc devenir un acteur diplomatique, reconnu par la communauté internationale.

III). L'OLP et les défis de la paix (1993-2011)

A). Les Accords d'Oslo et la naissance de l'Autorité Palestinienne

Signés à Washington le 13 septembre 1993, les Accords d'Oslo marquent la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP. Ils prévoient la création d'une Autorité Palestinienne (AP) chargée d'administrer partiellement la Cisjordanie et la bande de Gaza pour une période transitoire de 5 ans.

En 1994, Yasser Arafat (pour l'OLP), Yitzhak Rabin (premier ministre israélien) et Shimon Peres (ministre des Affaires étrangères israélien), reçoivent tout les trois le Prix Nobel de la Paix. Pour l'OLP, c'est une victoire, mais les limites des Accords d'Oslo apparaissent rapidement : la question des réfugiés est renvoyée à plus tard, tandis que la colonisation israélienne continue et s'amplifie. Les palestiniens dénoncent donc un « occupation déguisée ».

B). La Seconde Intifada

En 2000, l'échec des négociations de Camp David II et la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées, déclenchent la Seconde Intifada.

Le climat est tendu : des attentats suicides du Hamas ont lieu et la forte répression israélienne se fait ressentir. De plus, Israël commence la construction d'un long mur à sa frontière avec la Cisjordanie.

En 2004, la mort de Yasser Arafat marque la fin d'une époque. Son successeur, Mahmoud Abbas, poursuit une politique modérée, mais fait face à la montée du Hamas, issu de la mouvance islamiste.

En 2006, c'est le Hamas qui remporte les élections législatives et qui prend donc le contrôle de Gaza en 2007, après des affrontements avec le Fatah. L'OLP fait face à une crise qui oppose le Fatah (Cisjordanie) et le Hamas (Gaza).

C). L'OLP : entre légitimité politique et fragilités internes

Malgré ces fragilités internes, l'OLP conserve un statut privilégié.

Elle reste reconnue par l'ONU comme le représentant du peuple palestinien. En 2011, la Palestine devient membre de l'UNESCO. En 2012, elle obtient le statut d'Etat observateur non-membre à l'ONU, ce qui représente une victoire symbolique. Mais dans les faits, l'OLP ne contrôle qu'une faible partie des territoires palestiniens.

De plus, son influence réelle décline, alors que l'influence du Hamas se renforce, car ce dernier est bien plus présent dans la lutte armée.

Conclusion :

L'OLP est d'abord dépendante du panarabisme à ses débuts, mais ensuite s'affirme finalement comme mouvement autonome et comme acteur diplomatique majeur. Elle parvient à imposer la cause palestinienne comme une question centrale des débats à l'international.

Cependant, ses succès symboliques sont contrastés avec ses échecs politiques importants : les divisions internes et l'absence d'un véritable Etat.

Entre lutte armée, volonté diplomatique et lutte nationalisme, l'OLP reste le témoin et le reflet d'un peuple qui encore aujourd'hui, reste encore en quête d'une réelle souveraineté étatique.